

Les défis de la gouvernance et de la reconstruction de Raqqa (2017-2020)

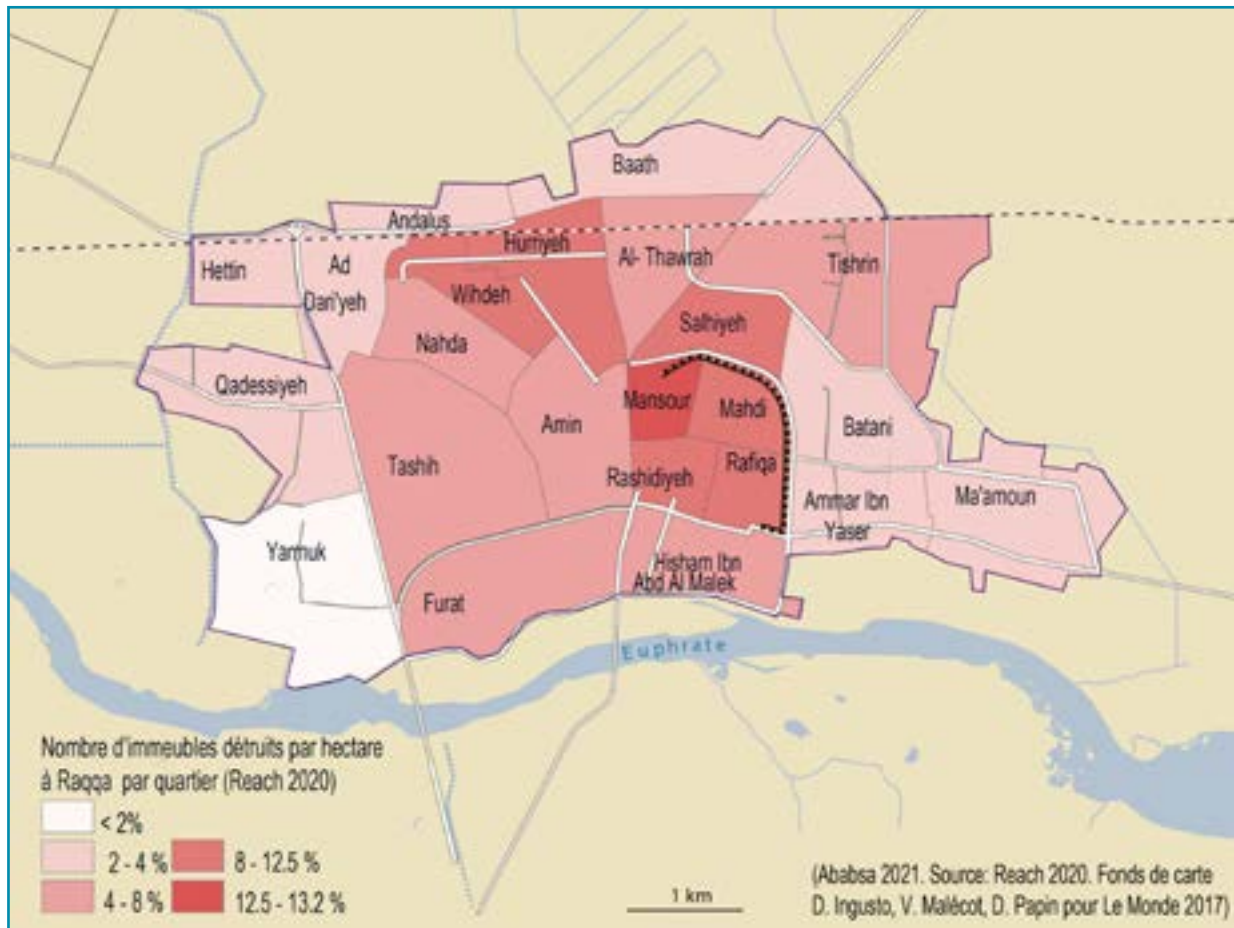
Journée d'étude du 4 décembre 2020

«Les villes dans le monde arabe»

Par Myriam Ababsa

Myriam Ababsa

Myriam Ababsa est normalienne, agrégée de géographie et spécialiste des politiques publiques de développement au Moyen-Orient. Elle travaille sur des questions de décentralisation, de logement et de droit foncier. Chercheuse associée à l'Institut français du Proche-Orient depuis 2010, elle est l'auteure de *Raqqa : territoires et pratiques sociales d'une ville syrienne* (Ifpo 2009), *Amman de pierre et de paix* (Autrement, 2007), *Atlas de Jordanie* (Ifpo, 2013). Elle a co-dirigé l'ouvrage *Popular Housing in the Middle East* avec Éric Denis et Baudouin Dupret (Presses de l'Université américaine du Caire, 2012). Consultante pour la Banque mondiale et UN Habitat, elle enseigne ponctuellement à l'ENS Lyon et à Sciences Po Menton.



Ville martyre de la guerre de Syrie, Raqqa a payé cher l'adhésion d'une partie de ses cheikhs à l'État islamique en octobre 2013. Au terme d'une intense campagne de bombardements (juin-octobre 2017) par les forces de la coalition aidées par des soldats kurdes et arabes sur le terrain, la ville est reprise. Mais elle est détruite à 80 % et ses notables sont contraints de négocier avec les forces démocratiques syriennes (FDS), dirigées par le parti kurde de l'Union démocratique (PYD), afin de retrouver des conditions de vie acceptables pour leurs familles. Rares sont ceux qui adhèrent au projet pseudo-démocratique du PYD¹. Mais il faut bien survivre. Le déminage a duré un an, tout comme le déblaiement des décombres. Des milliers de familles sont revenues de Turquie dans leurs logements dès 2018, surtout en 2019, tandis que des déplacés internes trouvent dans la ville des logements de fortune. L'électricité est fournie par des générateurs municipaux pour quelques heures par jour, le barrage de Tabqa étant aux mains du régime. Les réseaux d'eau potable sont en partie rétablis. Les écoles sont progressivement rouvertes, mais seulement un tiers des enfants est scolarisé².

L'intervention militaire de la Turquie le 9 octobre 2019 dans le nord des gouvernorats de Raqqa et de Hassaka pour empêcher la création du Rojava a mis davantage de pression sur les FDS qui se sont tournées vers le régime pour négocier le maintien de leur Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES), créée en janvier 2014 et présente à Raqqa depuis octobre 2017³. Ils aimeraient

1. Pinar DINC, "The Kurdish Movement and the Democratic Federation of Northern Syria: An Alternative to the (Nation-)State Model?", in : *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, 22:1, 2020, pp. 47-67.

2. ACU (Assistance Coordination Unit), *Ar-Raqqa Governorate : Panoramic Report*, Information Management Unit, 2019, 186 p.

3. La Fédération démocratique du nord de la Syrie créée en janvier 2014 a pris ce nom en septembre 2018. Voir : Myriam ABABSA, « Syrie : la reconquête territoriale du régime de Bachar al-Assad face au défi turc », in *Questions Internationales*, n°103-104 : « Moyen-Orient, des guerres sans fin », *La Documentation française*, 2020, pp.33-41.

pouvoir conserver leurs milices et leur organisation administrative. Mais rien n'est moins certain de la part d'un régime opposé au fédéralisme, et qui préfère laisser les choses pourrir. La rive sud de l'Euphrate est un nouveau limes poreux où stationnent les forces du régime.

Le conseil civil de Raqqa (CCR) créé par les FDS est alors confronté au défi de reconstruire une ville habitable de peur que les notables ne se retournent contre lui et facilitent le retour du régime. La propagande kurde dit craindre le retour de l'EI, et il est vrai qu'il reste quelques cellules dormantes dans la ville. La majorité de la population craint la reprise de Raqqa par le régime, les persécutions qui s'ensuivraient et l'enrôlement forcé dans l'armée. Mais certains grands notables et anciens soutiens de l'EI s'accommoderaient d'un retour du régime, qui pourrait leur fournir des armes pour se débarrasser de l'administration kurde. Aussi, la communauté internationale finance-t-elle dans la hâte des opérations de « stabilisation », qui sont une façon de contourner la loi César de juin 2020 qui interdit le financement de la reconstruction.

Or, si le CCR formé par des Kurdes, est parvenu à enrôler des Arabes soucieux de « gagner la paix », il peine à gagner un large soutien de la population. Il multiplie les erreurs de gestion, se méfie de tous, arrête les membres de la société civile qui pourraient lui faire de l'ombre. À la suite de l'assassinat, en novembre 2018, du cheikh Bashir al-Huweidi qui faisait le lien entre le CCR et la population, plusieurs tribus ont retiré leur soutien aux Kurdes. L'insécurité est un problème crucial. Elle prend la forme d'attaques à la voiture piégée par des cellules de l'EI, mais plus généralement ce sont des enlèvements pour rançons et des crimes crapuleux.

La question de la gouvernance de la ville est d'autant plus importante que Raqqa tire fierté d'avoir été la première ville à se libérer du régime en mars 2013. Les intellectuels raqqawis aiment rappeler que la ville a été plusieurs fois autogérée (en 1919-1921 lors de l'État de Mujem ibn Muheid). Elle fut au VIII^e siècle la capitale de l'Empire abbasside pendant huit ans. Raqqa est une ville métahistorique en ce que son image littéraire et sa signification symbolique influent les formes du pouvoir qui s'y exercent⁴, bien plus que son enjeu stratégique direct.

Cet article retrace à grands traits l'histoire de la ville avant sa prise par l'État islamique, puis les étapes de la mise en place des pouvoirs municipaux de la ville sous contrôle kurde depuis octobre 2017, ainsi que la critique par les intellectuels raqqawis des méthodes de gestion de la ville par le conseil civil. Il s'appuie sur de nombreux terrains entre 1996 et 2007 à Raqqa, sur la lecture de journaux d'opposition en ligne, ainsi que sur des entretiens par Skype avec des journalistes et essayistes raqqawis installés en Turquie.

Raqqa, d'une ville refuge à la capitale de la révolution syrienne

Centre administratif du Projet de l'Euphrate dans les années 1970, visant à doubler les superficies irriguées de la Syrie par trois barrages et quinze fermes d'État, Raqqa a un temps donné suffisamment de travail aux enfants des familles de la ville et des membres des tribus de l'Euphrate. Ce grand projet débute au milieu des années 1960 avec le soutien soviétique : il s'agit d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, et de modifier les rapports de production au sein de coopératives. La ville nouvelle de Tabqa et Raqqa connaissent alors tout un programme d'urbanisme avec logements sociaux et jardins publics. Mais dès les années 1990, l'échec économique du Projet de l'Euphrate devient patent et le mécontentement des habitants monte. Un clivage générationnel s'opère entre les membres des

4. Je reprends ici le terme utilisé par l'historien Hayden White en 1973, en plein structuralisme et tournant linguistique. Hayden WHITE, *Metahistory : The Historical Imagination in Nineteenth-Century Europe*. John Hopkins University Press, 1973.

tribus n'ayant ni terre, ni emploi et leurs parents petits fonctionnaires baathistes⁵. La migration de travail vers le Golfe n'est acquise qu'aux plus riches et aux diplômés. L'invasion américaine de l'Irak en 2003 constitue un choc pour les tribus, dont une partie part combattre aux côtés d'Al-Qaïda.

Au début du « printemps arabe », Raqqa est l'une des villes où les combats sont les moins intenses, les principaux chefs de tribus recevant des subventions du régime pour maintenir l'ordre : le député Mohammed Fayçal Mohammed al-Howeidi, sheikh des Afadla, le député Abdel-Mohsen Anwar Rakan al-Saw 'an, sheikh de la tribu des Sabkha, Mohammed Ismail al-Berri, sheikh de la tribu Al-Bou Khamis, et le sheikh Khalil Ibrahim al-Kachcheh, de la tribu des Al-Majadmeh. Mais de nombreux jeunes exclus de la croissance économique des années 2000, dépourvus de terres et d'emplois, regagnent l'ASL ou forment des milices (*katibas*) salafistes. En quête de revanche contre le régime, qu'ils accusent d'avoir entravé le développement de la région et de les avoir spoliés, les jeunes hommes des tribus de l'Euphrate soutiennent les mouvements de libération infiltrés dans la région dès 2011, tandis que leurs parents restent fidèles au régime, non par attachement, mais par calcul. En novembre 2011, le calme qui règne à Raqqa est si grand que le président Bachar al-Assad s'y rend pour célébrer la fête d'*Aïd al-Adha*. En janvier 2012, le régime organise la dixième Rencontre des tribus syriennes à Raqqa afin de publiciser ces allégeances. En 2011-2012, elle est une ville tranquille, au point que des dizaines de milliers de déplacés des villes et des campagnes d'Alep, Hama et de Homs s'y réfugient. Elle devient « l'hôtel de la Syrie⁶ ».

Le 4 mars 2013, Raqqa tombe entre les mains de l'opposition armée au terme de brefs combats. Cette victoire est le fait d'une coalition d'unités affiliées à l'Armée syrienne libre (ASL) et de groupes islamistes indépendants regroupés dans le Jabhat Tahrir al-Raqqa (Front de libération de Raqqa), créé en décembre 2012. Les principaux artisans de cette victoire sont le Harakat Ahrar al-Sham al-Islamiyya (Mouvement des hommes libres de la Syrie islamique), un mouvement djihadiste qui limite ses ambitions à la Syrie et ne prône pas un djihad global comme Al-Qaïda et Jabhat al-Nosra⁷. Un conseil municipal révolutionnaire est créé, soutenu par le Harakat Ahrar al-Sham al-Islamiyya, mais comptant des fonctionnaires et des ingénieurs de la ville issus des principales familles citadines, peu radicalisés. Des groupes citoyens entreprennent de déblayer les gravats et de nettoyer les rues. Une campagne de distribution de pain pour les plus démunis est menée.

La période de joie relative lors de la libération de la ville ne dure que quelques semaines. Dès avril 2013, des membres de l'État islamique s'infiltrèrent dans la ville. Abu Bakr al-Baghdadi affirme que Jabhat al-Nosra est une émanation de l'EI et annonce qu'il fusionne les deux mouvements, ce qui est rejeté par Abu Mohammad al-Jolani, émir du Front de soutien (Jabhat al-Nosra). Le 14 mai 2013, l'EI exécute trois citoyens alaouites accusés d'espionnage, place de l'horloge. Les habitants de Raqqa diffusent alors des tracts anti-EI et appellent l'armée syrienne libre à intervenir. Mais au cours de l'été, l'EI parvient à prendre le contrôle de la ville en soumettant Jabhat al-Nosra. Le 15 septembre 2013, l'Armée syrienne libre (ASL) quitte Raqqa et des panneaux annoncent que la ville est désormais un centre de l'État islamique d'Irak et de Syrie. En novembre 2013, quatorze chefs de tribus de l'Euphrate prêtent allégeance à l'EI.

5. Myriam ABABSA, « La recomposition des allégeances tribales dans le Moyen-Euphrate syrien (1958-2007) », *Études Rurales* in : Bonte P., Ben Hounet Y., *La tribu à l'heure de la globalisation*, juillet-décembre 2009, n° 184, EHESS, 2009, pp. 65-78.

6. Myriam ABABSA, « Raqqa, capitale de la révolution puis de l'État islamique : les frontières contestées d'une ville syrienne » in : Bennafla K., *La frontière dans tous ses états, Confluences Méditerranée*, n° 101, 2020, pp. 53-65.

7. Frantz GLASMAN, « Raqqa en Syrie du Nord : domination islamiste, résistance civile et surenchère confessionnelle », *Un œil sur la Syrie*, blog du journal *Le Monde*, 4 octobre 2013. [en ligne]

Raqqa sous l'État islamique

L'administration de la ville sous l'État islamique se fait par la terreur, avec exécutions publiques et persécution des membres de la société civile. De nouvelles institutions administratives sont créées pour les services d'électricité, d'eau, des télécommunications, des services judiciaires civils, et de police. Des impôts islamiques sont collectés et des pénalités sont appliquées contre les activités interdites : fumer, installer une antenne satellite, porter des vêtements moulants pour les femmes. L'économie de la ville reste atone sous l'EI, du fait des taxes de 30 % imposées par le régime à tout produit entrant dans la région de Raqqa, mais surtout à cause du manque de fuel, qui se répercute sur toute l'activité. À partir de janvier 2015, l'électricité du barrage de Tabqa n'arrive plus dans la ville car l'EI préfère la vendre au régime⁸. Les Raqqaouis qui peuvent payer des passeurs 500 dollars par tête, fuient en Turquie.

Pourtant, la société civile raqqawie demeure mobilisée contre les jihadistes de l'EI. Les taggeurs dessinent des messages anti-EI. Des femmes créent des écoles clandestines dans leurs appartements. Des manifestations spontanées ont lieu lors de la destruction des croix des trois églises de la ville en 2014, au cri de « Uni, le peuple de Raqqa demeure uni ». Des activistes créent le site internet « Raqqa est égorgée en silence » (*Raqqa is Being Slaughtered Silently*⁹).

La bataille pour la reprise de la ville se prépare dès novembre 2016 par les Forces démocratiques syriennes, l'armée syrienne libre, appuyées par les milices kurdes des Unités de protection du peuple et les forces armées de la coalition.

Les deux conseils municipaux de Raqqa en 2017

Après la bataille de juin-octobre 2017 contre l'État islamique, la ville de Raqqa est détruite aux quatre cinquièmes¹⁰ et son sol est truffé de dizaines de milliers de mines¹¹. La ville a perdu entre 1 600 et 2 300 civils¹². Elle se trouve confrontée au défi de sa gouvernance interne. Alors que Raqqa a été vidée de ses 450,000 habitants, réfugiés en Turquie ou déplacés dans des camps au sein du gouvernorat, elle est en 2017 revendiquée par deux conseils civils opposés. Le premier a été formé en mai 2016 par des opposants soutenus par l'Armée syrienne libre, à Gaziantep où siège le gouvernement syrien par intérim. Il a tenté pendant un an de se présenter comme une alternative au conseil kurdo-arabe. Son dirigeant, Saad Shawish, originaire de Tell Abyad, s'est même rendu à Washington en 2018. Il était soutenu par des membres de l'union des enseignants de Raqqa qui publient les magazines Al Harmel et contribuent à Ennab Baladi¹³. En mai 2017, le gouvernement syrien d'intérim, à Gaziantep, a organisé des élections pour désigner le chef et les dix membres de ce conseil provincial de Raqqa dénué de capacités d'action.

8. *When The Islamic State Comes to Town: The economic impact of Islamic State Governance in Iraq and Syria*, RAND Corporation, 2017, consultable sur : <https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR1900/RR1970/RAND_RR1970.pdf>

9. Le film documentaire primé *City of Ghosts* de Matthew Heineman, 2017, présente leur bravoure.

10. Amnesty International, *War in Raqqa: Briefing, 2018*, consultable sur : <<https://raqqa.amnesty.org/briefing.html>>

11. *Syria: Landmines Kill, Injure Hundreds in Raqqa*, ReliefWeb, 12 février 2018, consultable sur : <<https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/syria-landmines-kill-injure-hundreds-raqqa>>

12. *Syrian Network for Human Rights, Riding Raqqa of ISIS costed extraordinary too much in lives and resources*, 2017, consultable sur : <<https://sn4hr.org/blog/2017/12/14/49488/>>

13. *National Coalition of Syrian Revolution and Opposition Forces, Raqqa Provincial Council Rejects PYD's Administrative Division of Northern Syria*, 31 juillet 2017, consultable sur : <<http://en.etilaf.org/all-news/local-news/raqqa-provincial-council-rejects-pyd-s-administrative-division-of-northern-syria.html>>

Le conseil municipal de Raqqa en charge de la ville est le Conseil civil de Raqqa (CCR). Il a été créé en avril 2017 dans le camp d'Ain Issa par les « Forces démocratiques syriennes », soutenues par le parti de l'union démocratique PYD, kurde pro Öcalan. Il est codirigé par Leila Mustafa, une jeune ingénieure raqqawie kurde de 32 ans, ainsi que par Mahmud Boursan, le cheikh des Walda, dont les terres ont été submergées par le lac du barrage de Tabqa en 1974. Il compte 120 membres : 18 Kurdes et 102 Arabes. L'habileté des forces syriennes libres est de s'être appuyées sur leurs liens avec des membres de l'ASL pour convaincre des membres du conseil civil qui a libéré la ville en mars 2013 de les rejoindre. Le but du CCR est de « gagner la paix », et de reconstruire la ville. Il est aussi de montrer le bon fonctionnement des neuf gouvernements locaux du conseil fédéral de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES). Selon ses opposants, certains citoyens arabes tenteraient de dissimuler leurs compromissions passées avec l'EI en adhérant au CCR. L'adhésion au CCR est souvent motivée par l'intérêt, et nombreux sont ceux qui cherchent par là un moyen de sécuriser un salaire.

Le tournant de novembre 2018

L'assassinat de Bashir Faisal al-Huweidi est un tournant dans la gouvernance de la ville. Ce cheikh était le frère de Mohammed al-Huweidi, ancien député de Raqqa pro-Assad vivant à Damas et fondateur de la Brigade révolutionnaire de Raqqa chargée d'assurer la sécurité dans la ville. En 2018, la milice des FDS a dissous la brigade et arrêté son commandant Abu Issa et un certain nombre de ses combattants. Ils ont ensuite été transférés dans la ville de Rumailan dans la province d'Al-Hassakah et placés en résidence surveillée. Alors que l'assassinat a été revendiqué par l'État islamique dans un document, les membres des tribus arabes, considèrent qu'il s'agit d'un faux. Ils affirment que Bashir al Huweidi n'avait pas été menacé pendant les quatre années de contrôle de l'EI sur Raqqa. Lors des funérailles du cheikh Al Huweidi, les tribus de Hleissat, Walda, Amerat et Sabkha condamnent les FDS et accusent tout Arabe travaillant avec eux de traître. Plusieurs dirigeants arabes décident alors de quitter le conseil municipal en novembre 2018 par défiance. Les membres des tribus Al Shaban et Al Sabkha se retirent. Néanmoins, un certain pragmatisme domine de la part des familles de Raqqa, soucieuses de préserver leurs propres intérêts. Certaines sont prêtes à se tourner vers le régime qui leur a laissé une base de pouvoir économique et leur verse des salaires.

La « stabilisation » et la réhabilitation de Raqqa

Alors que les Nations unies, les États-Unis et l'Europe ont décidé d'interdire tout effort de reconstruction afin de ne pas soutenir le régime syrien, la reconstruction a pourtant bel et bien commencé à Raqqa, où l'ampleur des destructions est considérable. Les infrastructures de base, telles que les routes, les ponts, les réseaux d'eau, sont réhabilitées par l'agence américaine USAID et grâce à un financement international au sein du *Syrian Recovery Trust Fund*¹⁴. Ces travaux sont réalisés dans le cadre de la « stabilisation », qui permet aux agences onusiennes et à l'USAID de financer des ONG locales. Les interventions sont facilitées par la proximité des frontières turque et irakienne. Une partie est financée par la vente du pétrole contrôlé par l'armée américaine, soit 45 millions de dollars par mois qui revient en partie au FDS¹⁵.

14. Le Syrian Recovery Trust Fund a été créé en septembre 2013 par l'Allemagne, la Coalition nationale syrienne en exil, les États-Unis, les Emirats Arabes Unis. La France l'a rejoint en 2014. Il coordonne l'assistance humanitaire et à la réhabilitation du pays, des conseils locaux municipaux, de toutes les instances non engagées avec le régime syrien. Consultable sur : <https://www.srtfund.org/articles/3_srtf-mission-and-core-objective>

15. Reativity Check Team, « Syria war: Who benefits from its oil production? », *BBC News*, 21 novembre 2019, consultable sur : <www.bbc.com/news/50464561>

Or dépourvu d'un budget suffisant, le CCR multiplie les erreurs de gestion¹⁶. Il est accusé de réclamer des indemnités de déminage trop élevées. Le 10 janvier 2018, le responsable des travaux de reconstruction de Raqqa du conseil civil est victime d'une tentative d'assassinat à Tell Abyad¹⁷. La tâche qui incombe au CCR est immense : déblayer les gravats des rues et ruelles, donner des sépultures aux victimes tombées sous les décombres, réinstaller l'eau courante. La priorité est donnée aux routes et aux ponts, cruciaux pour toute logistique. Or les ouvriers en charge des déblaiements n'ont pas de formation adéquate et travaillent à la hâte. Ainsi, les anciennes prisons de l'État islamique sont détruites bien trop vite, y compris leurs murs recouverts de graffitis, qui auraient pu permettre d'identifier les corps des victimes, car selon les chiffres mis en avant par les habitants, il y aurait plus de 11 000 disparus.

L'USAID a mis sur pied un « Fonds d'affectation spéciale pour le relèvement syrien » et augmenté le soutien au CCR. Mais en avril 2018, l'administration Trump suspend la subvention de 200 millions de dollars pour soutenir les efforts de reconstruction¹⁸. L'Arabie saoudite contribue alors à hauteur de 100 millions de dollars pour des « projets de stabilisation » dans le nord-est de la Syrie, dans des zones contrôlées par l'État islamique et maintenant par les FDS et les forces soutenues par les États-Unis¹⁹. Les Émirats arabes unis promettent 50 millions de dollars. Les vingt ONG locales travaillant à Raqqa ne sont autorisées qu'à réaliser des opérations de « réhabilitation » ou de « stabilisation » mais pas de reconstruction²⁰.

Ces opérations de réhabilitation ont permis d'ouvrir onze hôpitaux et six centres médicaux à Raqqa. 51 écoles ont été rénovées : elles sont mixtes, ce qui est une nouveauté. Les manuels suivis sont ceux du gouvernement syrien. Mais seulement un enfant sur trois est scolarisé, du fait du manque de classe pour accueillir tous les élèves et de l'extrême dénuement des parents.

Le retour des Raqqawis de Turquie et des déplacés de l'intérieur

Progressivement, les familles de Raqqa exilées en Turquie ont commencé à revenir dans la ville détruite. Ils rénovent à leurs frais leurs appartements, utilisant des bâches en guise de fenêtres. Leurs revenus sont devenus trop faibles pour continuer de payer des loyers ailleurs. Selon le journal *Al-Araby*, 30 % de la population de Raqqa serait revenue en 2019²¹. Cette estimation reprend la déclaration du CCR selon laquelle la population de Raqqa est de 299 824 personnes. Ce chiffre est élevé au regard du nombre d'immeubles détruits. Il permet à l'ONU de justifier une aide humanitaire additionnelle.

16. Hussam AL-OMAR, *Raqqa after three years of "Islamic State's expulsion"*, *Enab Baladi*, 19 novembre 2019, consultable sur : <<https://english.enabbaladi.net/archives/2020/11/raqqa-after-three-years-of-islamic-states-expulsion/#ixzz6mjWZr5zu>>

17. *An assassination attempt to a member of the PYD's "Raqqa Civil Council"*, Tal Abyad, *Northern Syria observer*, 11 janvier 2018, <<https://nso.news/Details/842/An-assassination-attempt-to-a-member-of-the-PYD%27s-%22Raqqa-Civil-Council%22-in-Tal-Abyad/en>>

18. Eric SCHMITT, Helene COOPER, Alissa J. RUBIN, *Trump Orders State Dept. to Suspend Funds for Syria Recovery*, *The New York Times*, 30 mars 2018, consultable sur <<https://www.nytimes.com/2018/03/30/world/middleeast/syria-us-coalition-deaths.html>>

19. Ben HUBBARD, *Saudi Arabia Delivers \$100 Million Pledged to U.S. as Pompeo Lands in Riyadh*, *The New York Times*, 16 octobre 2018, consultable sur : <<https://www.nytimes.com/2018/10/16/world/middleeast/saudi-arabia-money-syria.html>>

20. Mostafa AL-KHALIL, *Raqqa reconstruction, difficult reality while waiting for a political solution*, *North Press Agency*, 13 août 2019, consultable sur : <https://npasyria.com/en/blog.php?id_blog=561&sub_blog=4%20&name_blog=Raqqa%20reconstruction,%20difficult%20reality%20while%20waiting%20for%20a%20political%20solution>

21. « Près de 300 mille personnes sont retournées à Raqqa depuis sa libération » (en arabe), *Al Araby al-Jadeed*, 6 juillet 2019, consultable sur : <<https://bit.ly/3autlSc>>

Les autres habitants sont des personnes déplacées à l'intérieur du pays qui ont perdu leur maison à Idlib et à Deir ez-Zor. Ils formeraient le tiers de la population de la ville²². Ils habitaient d'abord dans des camps de réfugiés, mais ces derniers ont été démantelés en 2018. Ils louent des appartements partiellement détruits pour 30 à 60 dollars par mois (30 000 LS en 2018). Les propriétaires demandent à être payés trois mois à l'avance, et certains demandent même à être payés en dollars²³. Certains Raqqawis accusent le CCR de favoriser l'installation des déplacés pour s'appuyer sur une population fragile qui lui serait de fait redevable. Afin de maintenir son contrôle sur la région, le régime continue de verser les salaires des fonctionnaires, nécessaires aux familles et aux nombreuses veuves.

De nombreux intellectuels Raqqawis restent à Urfa²⁴, en Turquie, de crainte que le régime ne reprenne la ville. Ils sont autorisés à traverser les frontières et à rendre visite à leurs proches à Raqqa pendant les deux fêtes du *Aïd* : *Aïd al-Fitr* et *Aïd al-Adha*. Ils reprennent donc contact avec leurs proches, mais la crainte de représailles contre des opposants au régime syrien, acteurs de la libération de la ville en 2013, est trop grande pour qu'ils retournent dans la ville, et le CCR bien faible en termes de sécurité. Notons que plusieurs opposants au régime et à l'État islamique ont été victimes d'assassinat au cœur même de la ville turque par des agents de l'EI en 2015.

Une gestion urbaine autoritaire et exclusionnaire

Bien que se présentant comme soucieux d'établir des conditions de gestion démocratique et par le bas, favorisant notamment la participation des femmes, le conseil civil de Raqqa agit de manière autoritaire, et reprend des pratiques de prédation foncière et d'expulsion des quartiers détruits semblables à celles développées par le régime depuis 2011. Il déploie tout un arsenal de mesures pour consolider son pouvoir : éviction et confiscation d'appartements ayant appartenu à des soutiens de l'État islamique, intimidation de membres proéminents de la société civile susceptibles de remporter des appels d'offres²⁵, accaparement des appels d'offres de la reconstruction, obligation pour les activistes féminines de participer aux travaux du nouveau Forum des femmes au sein de la Maison de la Citoyenneté, sous des portraits d'Öcalan²⁶.

Depuis le début de la guerre civile en mars 2011, l'État syrien a consolidé ses acquis territoriaux, en expulsant des groupes sociaux accusés d'être des « terroristes ». La loi sur l'urbanisme n° 10 promulguée en avril 2018 permet aux municipalités ou gouvernorats syriens de réserver des zones dites de « modernisation urbaine » pour le développement ou la reconstruction, et de créer des projets immobiliers pour construire de nouveaux quartiers fidèles au régime. Cette loi donne un mois à tout propriétaire concerné pour réclamer une indemnité. Il s'agit d'une « politique de dépossession », car quelque cinq millions de réfugiés syriens n'ont pas pu revenir présenter un titre de propriété à temps et réclamer leurs dus.

Inspiré par cette loi nationale, le conseil civil de Raqqa a mis en place un « Comité des biens des absents » en juin 2018. Il a donné trois jours aux absents pour revenir réclamer leur propriété avant

22. ACU (Assistance Coordination Unit), 2019, *op.cit.*

23. Interview d'un journaliste raqqawi exilé en Turquie, septembre 2019, par Skype.

24. Les liens entre ces deux villes distantes de seulement 150 km sont étroits et anciens. Urfa administrait Raqqa sous les Ottomans au XIX^e siècle.

25. *SDF arrested a Raqqa civil council employee in Raqqa city on June 20*, Syrian Network for Human Rights, 22 juin 2020, consultable sur : <<http://sn4hr.org/sites/news/2020/06/22/sdf-arrested-raqqa-civil-council-employee-raqqa-city-june-20/>>

26. *Women in Raqqa Still Chained Despite Departure of ISIS*, Rozana Radio, 8 mai 2020, consultable sur : <<https://www.rozana.fm/en/reports/2020/03/08/women-in-raqqa-still-chained-despite-departure-of-isis>>

que leurs maisons ne soient confisquées²⁷. Le sujet est très sensible. Le président du Comité de justice sociale du conseil municipal de Raqqa, qui supervisait « la collecte et la conservation de tous les documents relatifs à la propriété civile » est mort en 2018. Selon la rumeur, il aurait été empoisonné par un morceau de chocolat²⁸.

Le 5 août 2020, le CCR publie une loi controversée visant à « protéger la propriété des absents ». Elle contient 21 articles permettant à l'administration autonome de contrôler les propriétés vacantes en empêchant leurs propriétaires de les louer ou de les vendre. Après une campagne sur les réseaux sociaux, cette loi est retirée, néanmoins les appartements confisqués n'ont pas été restitués malgré la couverture internationale donnée à la question de la confiscation de biens à Raqqa par Middle East Eye en septembre 2020²⁹.

Conclusion

Bien que le régime syrien ait annoncé avoir gagné la guerre, il est dépourvu des moyens financiers et techniques pour reconstruire le pays. Il est en effet soumis à la loi César américaine qui interdit tout financement ou reconstruction pouvant soutenir indirectement l'État syrien. Mais à Raqqa, les opérations de « stabilisation » sont en cours. L'absence de financement n'empêche nullement le Conseil civil de Raqqa (CCR), dirigé par le Parti démocratique kurde, d'orienter dans son intérêt les opérations de reconstruction, mais aussi d'urbanisme prédateur avec éviction des groupes rebelles, réattribution des terrains les plus coûteux à ses soutiens. Le CCR œuvre à stabiliser son propre pouvoir dans la ville, mais il peine à gagner l'adhésion des habitants. Dans ces conditions, la majorité de la population le tolère car l'urgence de la reconstruction des infrastructures vitales et le désir de paix l'emportent au sein de cette population jeune et durement marquée par la guerre. Toutefois, l'Administration autonome du nord et de l'est aura du mal à maintenir son contrôle sur Raqqa plus longtemps, alors que les financements américains se tarissent et que le régime est aux portes de la ville.

27. « Dans la lignée d'Assad, le PYD accorde 3 jours aux exilés avant de saisir leurs maisons » (en arabe), *Baladi News*, 4 août 2018, consultable sur : <<https://baladi-news.com/ar/articles/31141>>

28. Ammar HAMOU, Mohammad ABDULSSATTAR-IBRAHIM, Tariq ADELY, *Leading Raqqa official dies amidst string of assassinations targeting members of northern Syria's Kurdish-led government*, *Syria Direct*, 2 mai 2018, consultable sur : <<https://syriadirect.org/news/leading-raqqa-official-dies-amidst-string-of-assassinations-targeting-members-of-northern-syria%E2%80%99s-kurdish-led-government/>>

29. Hussam HAMMOUD, *Syria's Raqqa homeowners fight against illegal confiscation of their properties*, *Middle East Eye*, 30 août 2020, consultable sur : <<https://www.middleeasteye.net/news/syria-raqqa-residents-fight-illegal-sdf-home-confiscation>>